

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât A  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 14/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **GROUPE VALECO**

Ferme éolienne Puech de l'Homme 2  
188 rue Maurice Béjart  
CS 57392  
34080 Montpellier

Références : 81-CRARC-2022-96  
Code AIOT : 0006809731

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement GROUPE VALECO implanté Lieu-dit Puech de l'Homme 81320 MURAT SUR VEBRE. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GROUPE VALECO
- Lieu-dit Puech de l'Homme 81320 MURAT SUR VEBRE
- Code AIOT : 0006809731
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Puech de l'homme 2 a bénéficié d'un permis de construire en date du 16 mars 2009 délivré à la société Ferme éolienne de Puech de l'homme 2. Il comprend 4 éoliennes de type Enercon E70, ayant une hauteur de mat de 65m et une puissance unitaire de 2,5 MW, et a été mis en service le 12 juillet 2011. Il a fait l'objet en 2021 d'un arrêté préfectoral complémentaire portant sur le renforcement des mesures pour la protection des chiroptères et de l'avifaune.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suite de l'inspection de 2021 et suivi de la mise en demeure du 1er juin 2022
- respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2021 (mise en place du SDA).

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	AP de Mise en Demeure du 01/06/2022, article 1	Mise en demeure	Sans objet
4	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.4	/	Sans objet
5	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence 2 non-conformités qui font l'objet d'une lettre préfectorale de suite.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/06/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La SARL Ferme éolienne de Puech de l'Homme 2, dont le siège social est à Montpellier, 34080 – 188 rue Maurice Béjart et qui exploite le parc éolien de Puech de l'Homme 2 sur la commune de Barre est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants : Dans un délai de six mois : article R. 541-43 du code de l'environnement : en émettant tout bordereau de suivi des déchets correctement complété ; article R. 541-43 du code de l'environnement : en fournissant le registre de suivi des déchets correctement complété et mis à jour ; article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et l'article L. 541-2 du code de l'environnement : en justifiant que les déchets produits par le parc éolien transitent par un site de transit/regroupement dûment autorisés à les prendre en charge .
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait le choix de mettre en place sur les parcs éoliens qu'il exploite, des Eolbox destinées à recueillir les déchets produits lors de la maintenance des éoliennes. Lorsque celles-ci seront remplies, elles seront enlevées par la société ORTEC avec qui un contrat a été signé, et envoyées en centre d'élimination agréé. Les déchets ne transiteront plus par les centres d'exploitation Enercon. L'inspection a pu constater la présence de 2 Eolbox sur les parcs de Puech de l'homme 1 et 2, mises en place fin août 2022. Elles sont étanches et équipées d'un cadenas. Le jour de l'inspection, elles étaient encore vides.  L'exploitant a également créé un compte sur Trackdéchets pour chacun de ses parcs, afin d'établir les BSD et de constituer le registre des déchets. Le registre sera effectif dès que le premier BSD aura été établi lors de l'enlèvement de la première Eolbox remplie.  Prescription respectée. L'inspection propose de lever la mise en demeure.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection une copie du BSD établi lors du prochain enlèvement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 2 : Biodiversité</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en place SDA
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système visant à réduire la mortalité aviaire, due à une collision avec une éolienne, et fonctionnant en période diurne est mis en place. Ce système (SDA) est basé sur la détection en temps réel et le bridage à une vitesse maximale en bout de pale de 120 km/heure retenue comme non accidentogène pour l'avifaune.</p> <p>Sans amplifier le risque de collision pour l'avifaune ou les nuisances sonores, un système d'effarouchement de type dissuasion acoustique peut être utilisé en complément du SDA.</p> <p>Le paramétrage du fonctionnement du SDA doit permettre de limiter tous risques de collision avec les individus des espèces cibles en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• détectant l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère de détection d'une éolienne,</li> <li>• en bridant la vitesse en bout de pale à 120 km / heure de chaque éolienne dès l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère à risques d'une éolienne.</li> </ul> <p>Le SDA tel que défini par le présent arrêté, est opérationnel à compter du 1er décembre 2022.</p> <p>Le SDA déjà mis en place sur certaines éoliennes est maintenu jusqu'à démonstration de l'efficacité du nouveau système</p> <p>Le niveau de performance du SDA défini en annexe porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le champ de vision de la détection,</li> <li>• la sphère de détection et la sphère à risques pour les espèces cibles</li> <li>• le dispositif d'effarouchement,</li> <li>• l'enregistrement vidéo</li> </ul> <p>Les caractéristiques techniques du SDA définies en annexe sont fournies à l'inspecteur de la DREAL deux mois avant la mise en service du SDA.</p> <p><b>Constats :</b> Un SDA de type SafeWind a été installé par Biodiv-Wind sur les 4 éoliennes du parc de Puech de l'homme 2 :</p> <p>E4 et E6 en 2020, rapports d'installation du 27/07/20</p> <p>E7 en 2022, rapports d'installation du 24/06/22</p> <p>E3 rapport non fourni</p> <p>Les rapports de 2020 ne comportent aucune information sur la sphère de détection, le champ de vision du système, les espèces à protéger.</p> <p>Les rapports de 2022 comportent 2 graphiques relatifs à la capacité de détection maximale et au champ de vision du système qui sont inexploitable en l'absence de la légende des couleurs.</p> <p>Globalement, ces rapports ne comportent pas les éléments listés à l'annexe 2 qui auraient du être fournis. Manquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le diamètre de la sphère de détection pour chaque espèce cible, le diamètre de la sphère à risques pour chaque espèce cible ;</li> <li>• les angles de vision des caméras à l'horizontal et à la verticale, ainsi que pour celles installées en 2020, les caractéristiques du matériel vidéo utilisé : notamment les résolutions et les focales retenues (et mini-maxi) ;</li> <li>• un schéma d'ensemble et détaillé du parc justifiant que le champ de vision du système permet de détecter tout individu des espèces cibles lors de son entrée dans la sphère de détection de chaque éolienne, de le suivre pendant sa présence dans la sphère de détection de chaque éolienne, de détecter son entrée dans la sphère à risques de chaque éolienne. le champ de vision de chaque caméra, les superpositions de champs entre les différentes caméras ;</li> <li>• la justification de l'absence de gêne visuelle (topographique ou autres) autour de chaque mat sur la distance de détection maximale retenue ; dans le cas contraire, des mesures complémentaires doivent être alors proposées et détaillées par l'exploitant ;</li> <li>• le paramétrage de déclenchement de la détection, l'effarouchement et la régulation. A titre indicatif mais à adapter selon le type de SDA :</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les différents stades d'activation en fonction du nombre de pixels de la cible et de la durée de la détection,</li> <li>- le tableau d'équivalence retenu : nombre de pixels/envergure oiseau/distance,</li> <li>- la vitesse de décélération des machines</li> <li>• la courbe théorique (ou tout autre document) confirmée par le fabricant exprimant le temps d'atteinte de la vitesse de bridage de 120 km/h en bout de pale en fonction des vitesses de décélération des pâles.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Biodiversité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste des espèces cibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les espèces cibles (espèces protégées menacées) sont les suivantes : Aigle royal, Vautour moine, Vautour fauve, Vautour percnoptère, Milan royal, Circaète Jean-le-Blanc, Busard cendré, Busard Saint-Martin, Faucon crécerellette
<b>Constats :</b> Les rapports d'installation de 2022 mentionnent bien toutes ces espèces cibles. Ceux de 2020 ne mentionnent aucune espèce.  L'exploitant confirmera la liste des espèces cibles détectées par le système.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Biodiversité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification du fonctionnement du SDA
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la mise en service du SDA (ou dans les 3 mois qui suivent la signature de l'arrêté si le SDA est déjà en service avant la signature de l'arrêté), le fonctionnement de la partie détection du SDA est vérifié par des simulations avec drone. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique.</p> <p>Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles.</p> <p>Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique.</p> <p>Un rapport concernant ces vérifications est transmis à l'inspecteur de la DREAL dans un délai de deux mois à l'issue du test par bio-monitoring ou équivalent. Il présente de façon détaillée la méthode et les résultats (taux de détection obtenus, réactivité de l'effarouchement le cas échéant et de la régulation). Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et l'opérationnalité du SDA.</p> <p>L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du bio-monitoring.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que le bureau d'études Exen a réalisé 2 sessions de simulations avec drone. La première réalisée le 2 août a mis en évidence quelques dysfonctionnements qui ont été solutionnés lors de la deuxième réalisée le 18 août. Une troisième journée sera réalisée en 2023.</p> <p>Le compte rendu de ses essais a été transmis après l'inspection.</p> <p>Le bio-monitoring a été réalisé pour partie du 26 au 30 septembre et sera complété en juin 2023.</p> <p>Le rapport de ces vérifications devra être transmis au plus tard fin août 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Biodiversité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evaluation de l'efficacité du SDA
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du SDA.</p> <p>Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).</p> <p>Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi.</p> <p>Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications (du système ou des paramètres) du SDA, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que le suivi environnemental a été lancé par EXEN début avril, qui comportera le suivi mortalité avifaune et chiroptères plus l'écoute des chiroptères.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet